

C.C.T.P

DCE- Indice E

LOT 06 – Sol souple – sol dur

Réaménagement du R+1 de la CPAM de RODEZ

*155 Avenue de Bamberg
12020 RODEZ*



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Paris

Lyon

Montpellier

Bordeaux Nancy

Lille

1. CONTEXTE	4
1.1. Tableau des fondamentaux	4
1.2. MOE	4
1.3. Bureau de contrôle	4
1.4. SPS	4
2. PRESCRIPTION GENERALE	5
2.1. Objet	5
2.2. Connaissance des travaux	5
2.3. Programme travaux	5
2.4. Décomposition en lots	5
2.5. Éléments d'études	6
2.6. Vérification du projet	6
2.7. Connaissance des lieux - visite	6
2.8. Contenu des prix forfaitaires – quantité unitaire du CDPGF	7
2.9. Condition d'exécution	8
2.9.1. Protection incendie	8
2.9.2. Présence d'amiante	8
2.9.3. Exigences acoustiques	8
2.9.4. Nuisances liées à la pureté de l'air	9
2.9.5. Connaissance des réglementations et documents contractuels	9
2.9.6. Conformité des matériaux et composants	9
2.9.7. Études techniques	9
2.9.8. Vérifications techniques	9
2.9.9. Délais d'exécution	9
2.9.10. Réception	10
2.9.11. DOE 10	
2.10. Implantation des ouvrages	10
2.11. Fiches techniques - Echantillon	10
2.12. Vols et détériorations	10
2.13. Cahier des clauses administratives générales	10
2.14. Démarches et autorisations administratives	11
2.15. Mesures d'organisation du chantier	11
2.15.1. Contraintes d'accès – horaires – livraisons – bruits	11
2.15.2. Planning	12
2.15.3. Installation de chantier	13
2.15.4. Stockage	13
2.15.5. Consignations des réseaux avant les travaux	13
2.15.6. Réseaux et consommations provisoires	13
2.15.7. Déchets – Nettoyage de chantier	14
2.15.8. Compte prorata – Dépenses communes	14
2.15.9. Sécurité	15
2.16. Fiches techniques - Echantillons	15
2.17. Implantation des ouvrages	15
2.18. Protection	15
2.18.1. Des ouvrages et menuiseries existants	15
2.18.2. Des ouvrages de chaque lot	16
2.18.3. Lors de livraison	16
2.19. Réunions de chantier	16
2.20. Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.	16
2.21. Liaisons entre les corps d'état	16
2.22. Garantie contractuelle	17
3. PRESCRIPTION PARTICULIERE AU LOT	18
3.1. Documents de référence contractuels	18
3.2. Documents à fournir	18
3.2.1. Avec son offre	18

3.2.2.	Avant le début des travaux	19
3.2.3.	En cours et/ou à la fin des travaux	19
3.3.	Nettoyage / déchets	19
3.4.	Contraintes travaux en site occupé	19
3.5.	Protections	19
3.6.	Prescription de mise en œuvre carrelage	19
3.6.1.	Joints	20
3.6.2.	Tolérance de pose	20
3.7.	Prescription de mise en œuvre sol souple	21
3.8.	Réception du support suite au curage	21
3.9.	Prescriptions acoustiques	21

4. DESCRIPTION DES OUVRAGES **22**

4.1.	Préparation des sols - Ragréage	22
4.1.1.	Ragréage	22
4.2.	Sols souples	22
4.2.1.	Sol moquette	22
4.2.2.	Sol textile floqué	23
4.2.2.1.	Sol textile floqué au R+1	23
4.2.2.2.	Sol textile floqué dans le local technique du RDC	23
4.2.3.	Sol PVC	23
4.2.4.	Plinthes bois	24
4.2.4.1.	Plinthes bois du R+1	24
4.2.4.1.	Plinthes bois du local technique du RDC	24
4.2.5.	Revêtement anti-dérapant sur rampe (LT RDC)	24
4.3.	Seuils - joints	24
4.3.1.	Barre de seuil	24
4.3.2.	Couvre-joint de dilatation	25

5. OPTION **26**

5.1.	Préparation des sols	26
5.1.1.	Ragréage	26
5.2.	Sols durs	26
5.2.1.	Carrelage 60x60cm	26
5.2.2.	Plinthes	27
5.2.3.	Faïences 30x60cm	27

6. LIMITES DE PRESTATION **29**

6.1.	LOT 01 Installation de chantier - Démolition	29
6.2.	LOT 02 Désamiantage	29
6.3.	LOT 03 Menuiserie extérieure	29
6.4.	LOT 04 Plâtrerie - cloison	29
6.5.	LOT 05 Menuiserie intérieure	29
6.6.	LOT 06 Sol souple – sol dur	29
6.7.	LOT 07 Peinture - Nettoyage	29
6.8.	LOT 08 Faux-plafond	29
6.9.	LOT 09 CVC - Plomberie	29
6.10.	LOT 10 CFO - CFA	29

1. CONTEXTE

1.1. Tableau des fondamentaux

Surface	Code du travail	
Nombre d'étage de l'immeuble	5 étages	
Étage de l'immeuble concerné par les travaux	Local Technique du RDC et R+1	
Classement Incendie de l'immeuble	ERP type W, 5 ^e catégorie / Code du travail	
Effectif sécurité	Effectif public < 200 personnes, Effectif personnel : 179 personnes	
Locaux à risque existants, inchangés Locaux à risques modifiés et/ou créés	Local technique	
Allotissement	<input type="checkbox"/> EG / Mono-lot	<input checked="" type="checkbox"/> CES : 10 lots
Compte prorata	Oui	
Gestion des déchets	Rotation des bennes à la charge du lot 01	
Base-vie	Oui	
Travaux en site occupé	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Travaux en horaire décalé / nuit / WE	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Amiante sur ouvrage impactés par travaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non – Sous réserve du RAAT.
Contrainte spécifique	Site occupé et accessible au public	

1.2. MOE

AME ARCHITECTURE
39, avenue Pierre 1^{er} de Serbie 75008 PARIS
Contact : m.picquier@ameameame.fr
Tél. 06.71.64.27.49

1.3. Bureau de contrôle

APAVE - M. HEYRAUD Guillaume
22, boulevard du 122^{ème} Régiment d'Infanterie 12000 RODEZ
Contact : guillaume.heyraud@apave.com
Tél. 06.17.12.19.10

1.4. SPS

APAVE - M. JURADO Jean-Christophe
22, boulevard du 122^{ème} Régiment d'Infanterie 12000 RODEZ
Contact : jean-christophe.jurado@apave.com
Tél. 06.19.82.14.04

2. PRESCRIPTION GENERALE

2.1. Objet

Les travaux définis dans le cadre du présent document ont pour objet le réaménagement d'un espace tertiaire de bureaux. Travaux comprenant le désamiantage, et réfection des sols, murs, plafonds, CFO/CFA et CVC.

2.2. Connaissance des travaux

La nomenclature des travaux a été analysée avec le plus grand soin possible dans le présent document. Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet, la description des travaux et des particularités de l'opération.

L'entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et ne pourra se prévaloir d'une non connaissance des travaux confiés à son corps d'état.

De même, l'entrepreneur est tenu de consulter l'intégralité des pièces graphiques et écrites du DCE. Ces documents sont joints au dossier de consultation. L'entreprise est réputée en avoir pris connaissance avant de compléter son offre.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix global et forfaitaire et de signaler, le cas échéant à la maîtrise d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

2.3. Programme travaux

Le recueil des besoins est le suivant :

- Désamiantage châssis extérieurs vitrés et remplacement,
- Curage du faux-plafond, cloison sèches et sol souple/dur existant.
- Création d'un cloisonnement à base de cloisons modulaires et cloison toute hauteur. - Réfection et adaptation des installations électriques et CVP.
- Remise en peinture de l'ensemble des locaux.

Le présent CCTP concerne l'ensemble des travaux en R+1.

2.4. Décomposition en lots

Les travaux sont décomposés en 10 lots traités en corps d'état séparés définis ci-après. Chaque entreprise devant tenir compte de l'ensemble des travaux définis pour les autres corps d'état et prévoir dans sa proposition tous les ouvrages lui incombant.

Néanmoins un volet de travaux ne sera pas confié à des entreprises sous marché : Le mobilier intérieur qui sera commandé directement par la maîtrise d'ouvrage auprès des prestataires extérieures

- Lot N°01 : Installation de chantier, démolition
- Lot N°02 : Désamiantage
- Lot N°03 : Menuiserie extérieure
- Lot N°04 : Plâtrerie, cloison
- Lot N°05 : Menuiserie intérieure
- Lot N°06 : Sol souple, sol dur
- Lot N°07 : Peinture et nettoyage
- Lot N°08 : Faux plafond
- Lot N°09 : Chauffage, Ventilation, Plomberie (CVP)
- Lot N°10 : Courant fort, Courant faible, Système de sécurité incendie (CFO/CFA/SSI)

2.5. Éléments d'études

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix forfaitaire et de signaler, le cas échéant à la maîtrise d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

Pour toutes questions techniques l'entreprise devra poser ses questions sur la plateforme achatpublic.com, les réponses seront en retour également transmises sur cette plateforme.

00 CCAG/CCAP/CCTG

01 PIECES GRAPHIQUES : plans DCE

02 PIECES ECRITES : CCTP ET CDPGF tous les lots

03 ETUDES et DIAGNOSTICS TECHNIQUES : notice acoustique et DAAT

04 RICT

05 PGC

2.6. Vérification du projet

L'entrepreneur devra vérifier les indications graphiques et écrites, contenues dans le dossier et auxquelles il doit se conformer.

Il devra donc en particulier :

- contrôler toutes les cotes planimétriques et altimétriques portées sur les différents plans et s'assurer de leur concordance ;
- s'assurer qu'il n'y a pas contradiction entre pièces écrites et plans où entre les diverses pièces écrites entre elles ;
- vérifier la compatibilité des divers ouvrages prévus avec leur destination et leurs capacités requises, et les possibilités d'exécution des travaux dans les conditions fixées au projet ;
- vérifier et confirmer les dimensionnements des ouvrages décrits et en fournir au maître d'œuvre tous les calculs et dessins justificatifs ;
- assumer dès le stade de l'étude les oublis ou imprécisions qui pourraient apparaître dans les plans ou pièces écrites, puisque les ouvrages à réaliser doivent comporter tous les travaux nécessaires à leur parfait achèvement ;

Dans le cas où l'Entrepreneur décèlerait un manque où aurait un doute, il devra en faire immédiatement part au maître d'œuvre qui décidera de la marche à suivre. Faute pour lui d'en avoir référé en temps opportun au maître d'œuvre, il assumera les conséquences de toute erreur, omission ou contradiction non décelées ou non dénoncée au plus tard à la remise de son offre.

D'autre part, quel que soit l'incidence technique ou financière, l'entreprise assurera une réalisation conforme aux règles et normes en vigueur à la date d'exécution des travaux, sans pouvoir réclamer une indemnité quelle qu'elle soit, en cas de changement de règle ou d'application de norme.

2.7. Connaissance des lieux - visite

L'entrepreneur prendra possession du site dans l'état où il se trouve, étant entendu qu'il l'ait examiné avant de remettre sa proposition de prix et, qu'il ait apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages, s'étant parfaitement rendu compte de leur importance et de leurs particularités, notamment en ce qui concerne :

- Les accès et les abords du projet.
- Les possibilités de stockage et d'organisation du chantier.
- Les contraintes liées à la décharge des équipements, livraison, grutage
- L'accès à l'eau, à l'énergie électrique
- D'éventuelles servitudes ou obligations.
- Etc...

Cette reconnaissance préalable porte, notamment, après étude du dossier de consultation, sur les caractéristiques particulières des ouvrages existants.

Les candidats ont l'obligation d'effectuer la visite du site avant remise de leur offre pour appréhender toutes les contraintes de celui-ci.

Après remise de sa proposition, l'entrepreneur ne pourra plus invoquer une ignorance de la nature et de l'étendue des travaux, le présent document ayant pour objet de définir les limites des prestations à réaliser.

Cependant, certaines fournitures ou prestations accessoires ou non, mais indispensables au complet achèvement des ouvrages, peuvent ne pas avoir été mentionnées, soit par omission, soit parce qu'elles sont considérées comme normalement dues selon les règles de l'art ou les usages de la profession du bâtiment.

Cette absence d'indications n'ouvrira pas à l'entrepreneur le droit de s'en prévaloir pour se soustraire à ses obligations de bonne exécution et de définition de ses ouvrages.

Avant le démarrage des travaux, un **constat d'huissier** sera dressé par le lot 01 INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION. Il concernera tous les ouvrages (intérieurs et extérieurs) ou propriétés mitoyennes ou contiguës, accès au site, qu'ils soient du domaine public ou privé et l'accès au bâtiment.

L'entreprise titulaire de ce lot devra après exécution des travaux, en présence du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage faire constater l'absence ou la présence de désordres ou anomalies avant tout début d'intervention des autres corps d'état. En l'absence de toute réception et constatation c'est l'entreprise du présent lot qui sera tenue responsable et qui devra assumer tous frais de remise en état quels qu'ils soient.

Toutes les entreprises devront en outre se rendre compte sur place de l'état des lieux et des difficultés éventuelles d'exécution des travaux.

Avant tout début d'intervention, l'entrepreneur sera tenu de s'informer auprès du lot électricité que les coffrets de chantier desservent bien sa zone de travail et que l'intensité fournie est compatible avec son matériel.

L'entrepreneur prendra en compte les formalités et obligations découlant du P.G.C., pièce contractuelle jointe au présent appel d'offres.

2.8. Contenu des prix forfaitaires – quantité unitaire du CDPGF

Le prix remis par l'Entrepreneur est global et forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre les sujétions de toutes natures quelles qu'elles soient, ainsi que toutes les obligations édictées dans les différents documents définissant le présent projet de manière à assurer le complet achèvement des travaux en toute sécurité.

L'entrepreneur reconnaît avoir pris parfaite connaissance avant signature du marché, de l'ensemble du dossier constitué des pièces administratives et techniques spécifiques à l'opération.

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de mise en œuvre et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas expressément mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages. L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ces prix.

L'entrepreneur ne pourra fournir un travail qui ne permettrait pas au corps d'état le précédant ou lui succédant de réaliser un ouvrage conforme au CCTP et aux règles de l'art.

Les quantités contenues dans les CDPGF ne sont données qu'à titre indicatif et n'ayant pas de valeur contractuelle.

L'entrepreneur a l'obligation de les vérifier et de les modifier si besoin. Le CDPGF étant fourni en format Excel modifiable, le présent lot a la possibilité de les modifier à sa guise. Pour faciliter le suivi, les modifications seront faites en couleur.

Ainsi elles n'enlèvent rien au caractère global et forfaitaire de la proposition.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents et quantités, le cas échéant à la maîtrise d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci. Les travaux sont décomposés

2.9. Condition d'exécution

2.9.1. Protection incendie

Les prescriptions particulières sont exposées dans le RICT joint au présent document.

Les travaux seront réalisés en site occupé et l'article GN13 devra être scrupuleusement respecté par toutes les entreprises. L'article 3.15 du présent CCTP ainsi que le PGC détaillent les modalités de son application, ainsi que les moyens à mettre en œuvre par toutes les entreprises.

L'entreprise ne pourra se prévaloir de les avoir ignorées.

2.9.2. Présence d'amiante

Dans le cadre de ce projet et selon les rapports de repérage mandatés par le Maître d'Ouvrage et établis par DIAGONALE, il a été constaté des produits et matériaux contenant de l'amiante :

Les complexes bandes caliquots + enduits sur l'ensemble des murs périphériques au niveau R+1 ;

Les joints d'étanchéité entre les menuiseries et les supports au niveau R+1.

Les mastics des menuiseries.

Cette découverte impose la gestion de ces problématiques selon les nécessités réglementaires et normatives. Dès lors, un désamiantage est à opérer avant la phase de réhabilitation du bâtiment.

Des travaux de pré-curage avant désamiantage puis de curage intérieur sont à réaliser en amont par l'entreprise titulaire du Lot 01. Ces travaux permettront de libérer ainsi les zones engorgées par des matériaux qui limitent la bonne exécution des travaux de désamiantage, avec entre autres des zones avec confinements dynamiques à l'intérieur des bâtiments.

Pour faciliter et optimiser les opérations de désamiantage, le curage "vert" sans gestion de la problématique amiante est nécessaire. Pour cela, les matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA) seront bien identifiés à la bombe de peinture au préalable de toutes les opérations de curage.

Le curage "rouge" ou curage des éléments en contact avec les MPCA sera réalisé par l'entreprise de désamiantage.

2.9.3. Exigences acoustiques

Le confort acoustique est une priorité sur ce projet.

La qualité des matériaux devra répondre aux prescriptions de la notice acoustique, jointe à la présente consultation.

L'entrepreneur aura une obligation de résultat sur cet aspect.

Il devra remettre pour approbation le procès-verbal acoustique en cours de validité.

2.9.4. Nuisances liées à la pureté de l'air

Durant les travaux pouvant occasionner des nuages de poussières, les entreprises devront humidifier leur poste de travail pour limiter au maximum les nuisances pour leurs travailleurs et les autres.

2.9.5. Connaissance des réglementations et documents contractuels

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché. En ce qui concerne les D.T.U. et Normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, erratas, modificatifs, etc. connus à la date du présent projet, sauf spécifications expresses différentes dans le C.C.A.P.

2.9.6. Conformité des matériaux et composants

Les matériaux et composants doivent être **conformes aux normes** en vigueur qui les concernent et **certifiés conformes** pour ceux qui font l'objet d'une procédure de certification.

Lorsqu'il existe une procédure **d'Avis Technique** les concernant, les matériaux ou procédés seront **conformes aux Avis Techniques** qui leur sont propres, lorsqu'ils sont favorables et publiés par le CSTB. Ils seront certifiés CSTBat pour ceux qui font l'objet d'une procédure de certification.

2.9.7. Études techniques

Les **études techniques et les plans d'exécution des ouvrages** sont à la charge de l'entreprise.

Les notes de calculs et les plans établis par les entreprises seront transmis au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, au **minimum 30 jours calendaires** avant la date prévisionnelle d'exécution sur le chantier.

L'entreprise fournira 1 exemplaire des documents par destinataire (Maître d'œuvre, Bureau de Contrôle, SPS, autres entreprises concernées, etc ...), le nombre de destinataires étant défini en fonction des documents établis et à diffuser.

Les éventuelles remarques des différents destinataires seront retournées à l'entreprise concernée, au minimum 15 jours avant réalisation sur site.

Toute entreprise destinataire d'un document et n'ayant pas retourné ses remarques dans les délais définis ci-avant, devra prendre à sa charge tous travaux modificatifs éventuels qui s'en suivrait.

La réalisation des travaux est subordonnée au visa du Maître d'œuvre et à l'approbation du Bureau de Contrôle.

2.9.8. Vérifications techniques

Le Contrôleur Technique désigné par le maître d'ouvrage est chargé du contrôle de la conformité des ouvrages par rapport à la sécurité des personnes et à la solidité.

À la diligence des entreprises, lui sera transmis pour avis :

- les plans d'exécution et notes de calculs de l'ensemble des ouvrages, y compris fondations
- les Avis Techniques, Cahiers des Charges d'emplois des matériaux et matériels mis en œuvre,
- les modalités d'autocontrôle d'exécutions envisagées.

Tous les frais imputés au respect des spécifications du contrôleur technique sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise.

2.9.9. Délais d'exécution

L'entreprise devra mettre en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires à la réalisation des travaux afin de pouvoir tenir les délais imposés.

Ces moyens seront définis lors des négociations techniques et financières, et devront être respectés. L'état d'avancement et les effectifs seront contrôlés suivant les modalités de coordination.

Les pénalités de retard seront appliquées selon le cadre fixé dans les pièces administratives (CCAP).

2.9.10. Réception

La réception des ouvrages est subordonnée à l'exécution concluante des essais mentionnés au présent cahier et après réception des ouvrages soumis à un contrôle.

A la réception, il sera vérifié la parfaite conformité du produit fourni, ainsi que de son aspect.

Un procès-verbal sera adressé au Contrôleur Technique et au Maître d'Œuvre.

2.9.11. DOE

La mission comprend l'établissement et la fourniture des plans destinés au dossier D.O.E. L'entrepreneur devra fournir au Maître d'œuvre le **DOE en 4 exemplaires format papiers et format informatique sur clé USB** contenant :

- Plans d'exécution, recollement des ouvrages réalisés ;
- Nomenclature et fiches techniques de tous les matériels et matériaux installés, avec leur provenance ;
- Procès-verbaux d'essais de tous les complexes réalisés, résistance, tenue au feu ;
- Un carnet permettant le repérage éventuel des éléments de liaisons pour démontage ou remplacement total ou partiel.
-(liste non exhaustive)

2.10. Implantation des ouvrages

L'entrepreneur de chaque lot devra l'implantation de ses propres ouvrages. Les cotes figurant dans les documents graphiques du dossier devront être vérifiées sur place par l'entrepreneur et tout écart de dimension devra être signalé au Maître d'œuvre pour recalage de l'implantation si nécessaire.

2.11. Fiches techniques - Echantillon

A l'appui de l'offre, l'entrepreneur devra remettre toutes les fiches techniques des produits mis en œuvre, avec référence exacte.

Après passation du marché et en phase préparatoire, le titulaire devra présenter les échantillons aux Maîtres d'Œuvre et au Maître d'œuvre pour validation avant réalisation.

2.12. Vols et détériorations

L'entreprise doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et de détériorations de toutes sortes jusqu'à la réception. Les détériorations dont l'auteur pourra être identifié sans ambiguïté seront imputées à ce dernier.

De même, l'entreprise doit assurer la fermeture du bâtiment en dehors des heures de présence sur chantier. En aucun cas l'intérieur du bâtiment ne devra être accessible par les façades, échafaudages ou toute autre élément lié au chantier.

2.13. Cahier des clauses administratives générales

La norme NF P03-001 d'Octobre 2017 sera appliquée sur cette opération. Elle sera donc opposable au titulaire du présent lot. Celle-ci fixe des droits et des obligations de chaque partie contractante.

Elle prend en compte notamment la réglementation sur la lutte contre le travail dissimulé et la fraude au détachement, les entreprises groupées, les délais de paiement, les intérêts moratoires, la médiation et l'assurance décennale.

Le cahier des clauses administratives générales fixe de façon générale les droits et les obligations de chaque partie contractante. Ces droits et obligations étant sensiblement les mêmes pour tous les marchés privés de bâtiment, il a été possible de les réunir dans un document type et d'en constituer une norme.

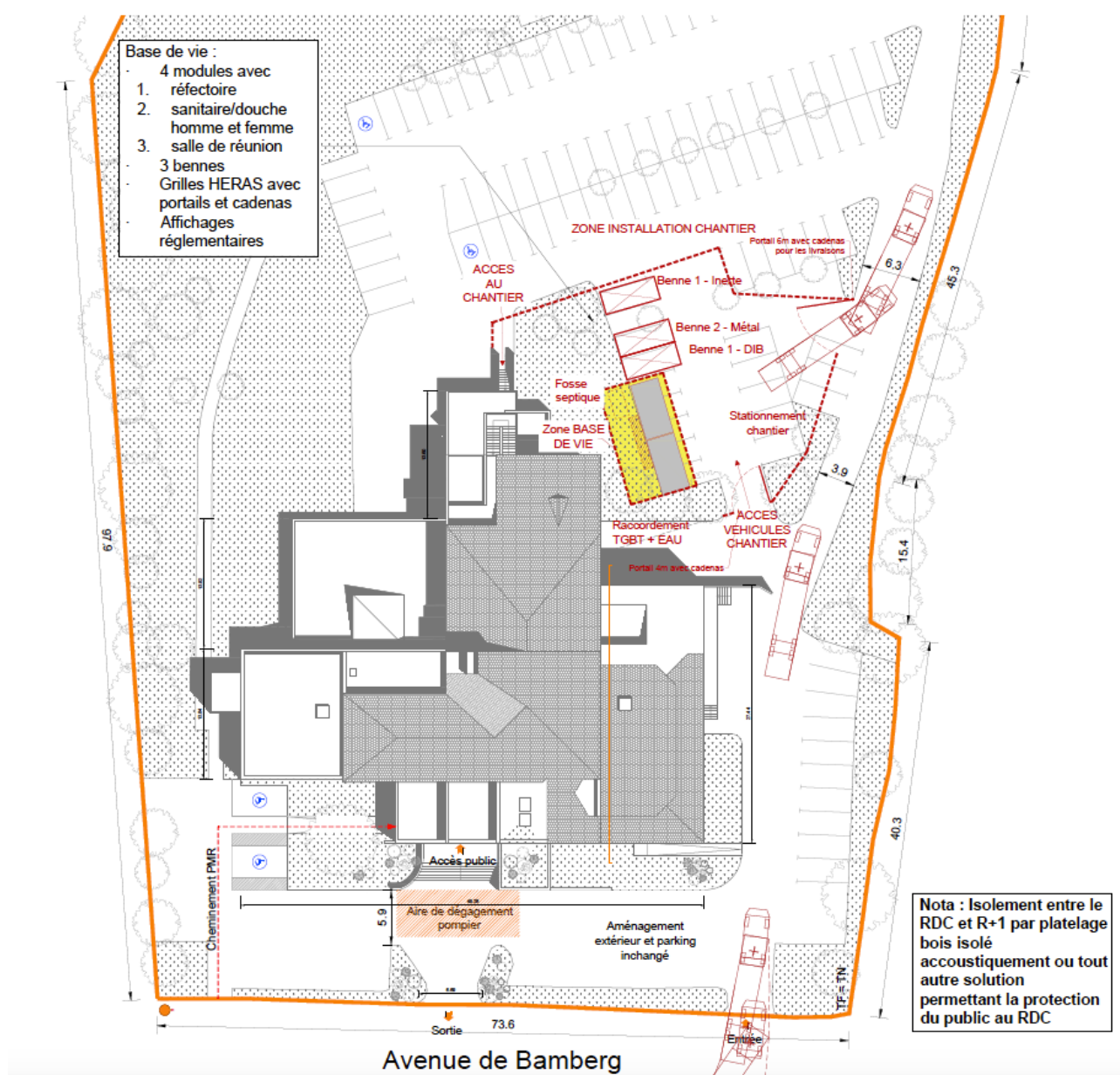
2.14. Démarches et autorisations administratives

L'entrepreneur aura à sa charge la demande de toutes les autorisations de voirie auprès de la commune et des déclarations d'intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

2.15. Mesures d'organisation du chantier

2.15.1. Contraintes d'accès – horaires – livraisons – bruits

L'installation de chantier sera implantée sur le parking de la CPAM de RODEZ (selon le schéma ci-dessous).



L'entrée et la sortie de chantier se fera depuis l'avenue de Bamberg, en commun avec le public et le personnel.

(sauf pour les livraisons, les poids lourds devront cheminer selon le PIC joint au DCE)

L'entreprise devra scrupuleusement respecter le PIC joint à la présente consultation.

Les travaux se dérouleront en site occupé avec le maintien de l'accueil du public (application de l'article GN13 de l'arrêté du juillet de 1983)

Le chantier devra être clos et indépendant. Un isolement de la zone de chantier et de l'installation de chantier sera mis en place avant le démarrage des travaux.

Aucun croisement des flux compagnons/personnel du site/public ne sera autorisé dans ces zones et cela pendant toute la durée des travaux. Il appartient aux entreprises à veiller à ce que cet isolement soit maintenu, respecté par leur personnel.

Toutes les entreprises seront également tenues à faire la demande de **permis de feu** auprès du Maître d'ouvrage avant le démarrage de leur intervention et cela pour toute la durée des travaux. A la charge des entreprises à mettre en place, entretenir et veiller au respect de l'ensemble de règles de sécurité incendie.

Les horaires de travail devront se situer **entre 7H et 18H**, sur une semaine de 5 jours, hors jours fériés. Les travaux le samedi sont autorisés sur demande au Maître d'Ouvrage et prévenance de l'Inspection du travail compétente.

Des clés pour accéder au chantier seront mis à disposition des entreprises par le Maître d'ouvrage. Celles-ci seront stockées sur la base vie et mises en sécurité dans une boîte à code (le code sera transmis aux entreprises en début de chantier).

Le lot 01 aura à sa charge la fourniture et pose de la boîte à code et de son remplacement si besoin.

Le Maître d'ouvrage fera signer à toutes les entreprises une attestation d'utilisation de clés d'accès au bâtiment avec les règles de sécurité de la CPAM à respecter.

L'accès se fera par la porte double de l'IS au Nord Est.

L'accès devra être refermé après chaque ouverture, pour éviter l'intrusion de personne non autorisée.

Il est impératif à ce que ni le personnel de la CPAM, ni le public ne peuvent croiser le personnel des entreprises.

Aucun passage par les parties communes ne sera toléré.

Aucun trouble ne devra être apporté à la tranquillité des avoisinants, en dehors des horaires de travail. Un planning des tâches bruyantes sera réalisé par le MOE avec les entreprises avant le démarrage des travaux.

Les livraisons et les rotations de benne devront être impérativement effectuées hors heures d'ouverture au public, soit avant 8h30, soit après 17h00

Les tâches bruyantes de type le curage du sol dur ou percements en façade ou plancher en autres seront réalisées en dehors des plages fixes et/ou le samedi.

2.15.2. Planning

Voir document spécifique joint à la présente consultation.

2.15.3. *Installation de chantier*

Il s'agit de travaux d'aménagement intérieur. Une base de vie extérieure sera mise en place par l'entreprise titulaire du lot 01 INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION. Les informations suivantes sont portées à la connaissance des entreprises :

- Lieu sanitaire : Inclus dans la base vie. Sanitaires (WC + douche) Hommes et Femmes séparés.
- Point d'eau : identique au lieu des sanitaires.
- Les vestiaires sont avec les sanitaires :
 - Les compagnons pourront se changer directement sur place
- Zone de réfectoire :
 - Les compagnons auront à disposition un espace dédié dans la base vie.
- Salle de réunion : une salle de réunion sera aménagée dans la base vie.
- Il sera impératif de respecter l'ensemble des gestes barrières liées aux procédures COVID en vigueur à la date du démarrage du chantier selon le guide OPPBTP.

La zone chantier, composée de l'espace de stockage et de l'espace de stationnement sera clôturée par des clôtures de type HERAS avec un portail.

2.15.4. *Stockage*

Une zone de stockage extérieure a été prévue pour la durée des travaux. Les entreprises sont tenues à respecter leur implantation.

A l'intérieur de la zone travaux, le stockage « journalier » est admis, sous réserve de ne pas déposer les matières dangereuses ou facilement inflammables et de ne pas gêner les autres lots. A chaque réunion de chantier les entreprises devront déclarer leur besoin en stockage journalier et le soumettre pour approbation au MOE.

NOTA : le stockage est sous la responsabilité de l'entreprise concernée. Aucun stockage conséquent ne pourra être autorisé au sein de la zone des travaux.

2.15.5. *Consignations des réseaux avant les travaux*

Tous les réseaux concernés par le bâtiment et installation faisant l'objet des travaux de désamiantage seront à consigner avant le démarrage des travaux si besoin.

Les réseaux concernés sont :

- CHAUFFAGE par le Maître d'ouvrage par le biais de l'entreprise chargée de l'entretien de ce réseau
- AEP par le lot 09 CVC-PLOMBERIE
- VMC par le lot 09 CVC-PLOMBERIE
- ELECTRICITE par le lot 10 Cfo/Cfa
- TELEPHONE/FIBRE OPTIQUE par le lot 10 Cfo/Cfa

2.15.6. *Réseaux et consommations provisoires*

Les dépenses relatives à l'installation de l'eau pour les travaux, l'eau potable pour l'ensemble des personnels, l'énergie électrique pour les travaux et les locaux de chantier, l'éclairage du chantier et des locaux, le téléphone de chantier et éventuellement l'air comprimé ou tout autre produit consommable pour les travaux sont à la charge de la MOA.

Tous les points de puisage d'énergie devront être équipés de compteurs définitifs. A chaque pose, un constat devra être fait avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

La fourniture, l'établissement, le repliement des réseaux généraux et les branchements provisoires seront à la charge du :

- LOT 01 INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION depuis la sortie en façade jusqu'à l'installation de chantier, y compris la pose des fourreaux, les raccordements, l'entretien et le repliement. Les réseaux concernés sont l'électricité, le téléphone, l'éclairage, l'AEP et les EU .
- LOT 09 CVC-PLOMBERIE depuis le réseau AEP existant dans le sanitaire jusqu'en sortie de façade, y compris le raccordement, l'entretien et le repliement de cette partie du réseau.
- LOT 10 Cfo/Cfa depuis l'armoire existante Cfo et le point fixe de la ligne téléphonique jusqu'en sortie en façade, y compris le raccordement, l'entretien et le repliement de cette partie du réseau.

L'entreprise titulaire de ce lot mettra également à la disposition dès le début du chantier les coffrets de chantier pour permettre aux entreprises de se raccorder, ainsi que l'éclairage de chantier.

2.15.7. Déchets – Nettoyage de chantier

Chaque entreprise est responsable de ses déchets.

Les déchets devront donc être conditionnés en sac et évacués au fur et à mesure au minimum tous les jours.

A cet effet le lot 01 INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION mettra en place la benne et sera chargé de sa rotation durant toute la durée de chantier.

Cette procédure sera à mener et à recommencer autant que nécessaire durant toute la durée du chantier.

Les déchets non conformes aux déchets acceptés dans les bennes seront à la charge du lot concerné par les dits déchets.

Les postes de travail devront être nettoyés au quotidien par chaque entrepreneur.

Néanmoins, si les entreprises ne respectent pas ces 2 règles il sera demandé à l'entreprise de peinture de faire une évacuation totale de tous déchets, sans distinctions, et de faire un nettoyage complet de la cellule.

Le coût de ces 2 prestations sera pris en charge par les entreprises présentes sans distinction et de manière équitables. Il sera retenu directement sur les situations de travaux des entreprises par le Maître d'œuvre.

Si ce cas se présente, la notification sera faite en réunion de chantier par le Maître d'œuvre à toutes les entreprises.

2.15.8. Compte prorata – Dépenses communes

Un compte prorata sera mise en place pour ce chantier notamment pour la gestion des consommables, des déchets, du nettoyage et des fluides (Eau et électricité).

Des sous-compteurs devront être installés par les lots 09 (CVP pour l'eau) et 10 (pour l'électricité).

Les dépenses font l'objet d'une répartition forfaitaire du montant du marché de chaque lot

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata est le lot 01, il procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

En cas de dégâts constatés sur les ouvrages existants appartenant à la maîtrise d'ouvrage, si le responsable n'est pas désigné, le montant des réparations sera à la charge de toutes les entreprises du présent marché suivant le compte prorata.

2.15.9. Sécurité

L'entreprise doit se référer et appliquer le CCAP et en particulier les points suivants relatifs à :

- La sous-traitance
- L'hygiène, la sécurité, la protection de la santé et des conditions de travail
- Les pénalités applicables en cas de manquement à la sécurité

La Sécurité collective conforme à la réglementation en vigueur est assurée par chaque entreprise conformément au :

- **Code du travail** (Dernière modification : 1 février 2017)
- Chapitre Ier : Obligations de l'employeur. **Art. L4121-1 Art. L4121-2**
- Aux demandes particulières édictées par le **CSPS** dans le **PGC**, et ce pendant toute la durée des travaux.
- Les protections seront spécifiques au type de risques encourus.
- Pour **accéder en hauteur**, l'entreprise devra prévoir ses propres moyens d'intervention, selon ses propres méthodologies, expériences et besoins tels que, l'utilisation de plate-forme individuelle roulante, propres et libérées de tout stockage de matériel, matériaux ou autres, monte matériaux, nacelles élévatrices; le matériel conforme avec certificat de contrôle.

L'échelle et l'escabeau sont interdits sur le chantier.

2.16. Fiches techniques - Echantillons

A l'appui de l'offre, l'entrepreneur devra remettre toutes les fiches techniques des produits mis en œuvre, avec référence exact.

Après passation du marché et en phase préparatoire, le titulaire devra présenter les échantillons aux Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre pour validation avant réalisation.

2.17. Implantation des ouvrages

L'entrepreneur de chaque lot devra l'implantation de ses propres ouvrages. Les cotes figurant dans les documents graphiques du dossier devront être vérifiées sur place par l'entrepreneur et tout écart de dimension devra être signalé au Maître d'œuvre pour recalage de l'implantation si nécessaire.

2.18. Protection

2.18.1. *Des ouvrages et menuiseries existants*

L'ensemble des éléments existants : voirie, trottoir, réseau, mais surtout communs du bâtiment, feront l'objet de soins particuliers. En cas de désordre, ceux-ci seront repris par l'entreprise concernée.

Une grande partie des menuiseries étant existantes et conservées, elles devront être protégées durant toute la durée du chantier.

A ce titre, l'entreprise de DEMOLITION devra au titre des installations de chantier :

- La dépose de toutes les commandes des stores avant travaux
- Le stockage pendant les travaux
- La repose en fin de travaux compris repose de la partie basse avec un collant double face adapté résistant aux températures élevées notamment

Toutes les menuiseries devront être protégées par un polyane pendant les travaux.

2.18.2. Des ouvrages de chaque lot

Le titulaire du lot devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter, pour quelque cause que ce soit, toutes dégradations de ses ouvrages. Au cas où il en serait constaté, il devra remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés de sa responsabilité. Aucune réclamation de dégradation ne sera prise en compte, ni par le Maître de l'Ouvrage, ni par la Maîtrise d'œuvre.

2.18.3. Lors de livraison

Le titulaire devra aux passages mettre en œuvre toutes protections nécessaires.

2.19. Réunions de chantier

Les réunions sont tenues à dates et heures variables, préalablement décidées par les différents intervenants. Les entreprises convoquées par le MOE s'engage à y être présente et ponctuelle. Un compte-rendu pourra être diffusé à l'issue de chaque réunion. Les informations et consignes contenues dans ce compte-rendu sont des confirmations de ce qui a été demandé par le Maître d'Ouvrage ou la Maîtrise d'œuvre, en réunion.

Elles doivent, sauf stipulation contraire, être immédiatement suivies d'effet. Les intervenants ne pourront pas se prévaloir d'une réception tardive des comptes rendus.

En cas d'absence injustifié, le CCAP prévoit des pénalités qui pourront s'appliquer à la décision du MOE.

2.20. Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages et ce dans tous matériaux de quelque nature que ce soit.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné. Le degré CF des parois concernées devra être restitué.

L'ensemble des rebouchages coupe-feu , y compris la fourniture et pose des tresses coupe-feu sont dus.

2.21. Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entrepreneur du présent Lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ces propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun cas se prévaloir ensuite, de manques de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

2.22. Garantie contractuelle

Conformément à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sur l'assurance construction dite " loi Spinetta ", la période de garantie de bon fonctionnement est de deux ans à compter de la date de la réception.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie à toutes nouvelles séries d'essais qu'il jugera nécessaire après avoir averti l'entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'entreprise est tenue de remédier à tous désordres nouveaux, y compris dans les menus travaux, elle doit procéder à ses frais (pièces et main-d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

L'entreprise dispose d'un délai de 48 heures sauf accord contraire avec le maître d'ouvrage pour remédier aux désordres dès la notification de ceux-ci passé ce délai, le maître d'ouvrage peut faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

- les travaux d'entretien normaux ainsi que les matières consommables ;
- les réparations qui seront les conséquences d'un abus d'usages ;
- les dommages causés par les tiers.

3. PERScription PARTICULIERE AU LOT

3.1. Documents de référence contractuels

Les "Documents de référence contractuels" applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive. Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché
- Les Normes Françaises édictées par l'AFNOR
- Les prescriptions des fabricants
- Les règles professionnelles
- Les lois décrets et règlements
- Les avis techniques
- Les règles de l'art
- D.T.U 26.2 Chapes et dalles à base de liants hydrauliques.
- D.T.U 52.1 Revêtements de sols scellés.
- D.T.U 55 Revêtements muraux scellés destinés aux locaux d'habitation, bureaux et établissements d'enseignement.
- D.T.U 55.2 Revêtements muraux attachés en pierre mince

Liste non exhaustive.

3.2. Documents à fournir

Il est rappelé ici, sommairement, la liste les documents principaux devant être fournis.

3.2.1. Avec son offre

- un devis estimatif détaillé **suivant CDPGF** (aucun autre format ne sera accepté) répondant aux différents postes présents au C.C.T.P
- une documentation détaillée de tous les matériels, appareillages, etc., s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent C.C.T.P.
- une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les autres corps d'état, le cas échéant ;
- toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles à l'appui de son offre.
- dans le cas de matériels ou équipements particuliers :
 - une documentation avec toutes les caractéristiques techniques ;
 - une liste de référence de ces matériels ou équipements.

3.2.2. Avant le début des travaux

A produire entièrement au plus tard 3 semaines après signature du marché.

- Le planning détaillé d'exécution des travaux
- Les fiches techniques
- Les notes de calcul d'éclairage
- Le P.P.S.P.S.,
- Les avis techniques des matériaux et matériels mis en œuvre,
- La liste des essais et vérifications que l'entreprise se propose de réaliser
- Les procès-verbaux d'essai des matériaux qu'elle se propose d'utiliser

3.2.3. En cours et/ou à la fin des travaux

- Le dossier de récolement DOE comportera les fiches produites mis en œuvre par l'entreprise (4 exemplaires papier et informatique),
- Les données de base pour la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages exécutés de la part du SPS
- Les éléments nécessaires au contrôleur technique pour établir son rapport final,
- Les fichiers « informatiques » de tous les documents précités.

3.3. Nettoyage / déchets

Dû au titre du présent lot.

Évacuation des déchets et le nettoyage de vos postes de travail au quotidien et pendant la totalité de la durée des travaux de curage.

3.4. Contraintes travaux en site occupé

Les livraisons et les rotations de benne devront s'effectuer hors heures d'ouverture au public, soit avant 8h30, soit après 17h00.

Les travaux s'effectueront entre 7h et 18h00.

Les tâches bruyantes seront réalisées en dehors des plages fixes et/ou le samedi :

- Réalisation des percements dans la voile BA ou plancher
- Sciage des carreaux grès cérame

Un planning des tâches bruyantes sera réalisé par l'entreprises avant le démarrage des travaux et soumis à l'acceptation par le MOA et MOE.

3.5. Protections

Le titulaire du lot devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter, pour quelque cause que ce soit, toutes dégradations de ses ouvrages. Au cas où il en serait constaté, il devra remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés de sa responsabilité.

Aucune réclamation de dégradation ne sera prise en compte, ni par le Maître de l'Ouvrage, ni par la Maîtrise d'œuvre.

3.6. Prescription de mise en œuvre carrelage

Lors de la pose des revêtements, la disposition et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec le minimum de coupes de carreaux. Les coupes inévitables devront toujours être exécutées sous les plinthes ou en rive des locaux.

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur du présent lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de carrelages et de revêtements muraux au droit des scellements, des passages de canalisations, des différents appareillages (robinetteries, prises, interrupteurs, etc.) et de tout autres éléments afférents aux travaux des autres corps d'état.

Les découpes et les entailles au droit des canalisations et de tout autres éléments devront être soigneusement ajustées sans fêlures ni détérioration. Dans le cas contraire les carreaux seront remplacés.

Les joints souples d'étanchéité entre les appareils sanitaires et les revêtements muraux sont à la charge du présent lot.

Lors de l'exécution des revêtements, le présent lot devra respecter les joints de dilatation. Ces joints devront être étanches aux eaux de lavage.

3.6.1.Joints

Périphérique

Pour les surfaces de revêtement supérieures à 12 m² environ, un vide doit être réservé entre la dernière rangée de carreaux et les parois verticales des murs ou cloisons ainsi qu'autour des poteaux. Ce vide doit intéresser le mortier de pose.

Si prévu, les plinthes droites dissimulent ce vide.

Le vide des joints périphériques est débarrassé de tous dépôts, déchets, mortiers ou plâtres, puis rempli d'un matériau compressible non pulvérulent d'environ 1 cm de largeur.

Dilatation

Les joints de dilatation et de retrait du Gros Œuvre doivent être respectés et traités dans la forme, dans le mortier de pose et dans le carrelage.

Fractionnement

Les surfaces supérieures à 60 m² sont fractionnées.

Les couloirs très longs sont fractionnés par tranche de l'ordre de 8 m de longueur environ. Ces fractionnements sont exécutés exclusivement dans le mortier de pose et dans le carrelage.

Les joints de fractionnement doivent être exécutés avec une matière souple ou semi-rigide.

Calepinage

Le calepinage des sols sera soumis à l'agrément préalable du maître d'œuvre.

L'arrêt des sols sur la périphérie ou de l'espace aménagé se fera en parfaite finition. A ce sujet, les raccords en rives par « petits bouts » seront refusés.

Les sols comporteront des joints de dilatation correspondant à ceux de l'ossature des bâtiments.

3.6.2.Tolérance de pose

- Planéité : règle de 2 m :
 - = 3 mm (Art. 4,1124)
- Niveau : carrelage par rapport aux côtes d'arase rapportées au trait de niveau :
 - ± 5 mm (Art. 4,1124)
- Aligement des joints : règle de 2 m dont les extrémités correspondent aux bords homologues de 3 carreaux différence d'aligement :
 - = 2 mm en plus des tolérances de calibrage (Art. 4,1124)

3.7. Prescription de mise en œuvre sol souple

Les revêtements de sols seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois que par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints.

En tout état de cause, la mise en œuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en œuvre de l'agrément CSTB ou à défaut suivant celles du fabricant.

Les couvre-joints au droit des jonctions de sols de natures différentes seront très soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l'huissier ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés exactement dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Ceux en métal seront fixés par vis à tête fraisée, ces vis disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Les tracés et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes de dalles. Les coupes inévitables devront toujours se faire en rives de revêtements.

Les alignements devront toujours être symétriques par rapport à l'axe du local.

Dans le cas où il est prévu un calepinage par le maître d'œuvre, la pose devra toujours le respecter scrupuleusement.

A toutes les jonctions de sols minces de natures différentes, il sera posé par le présent lot un couvre-joint dans les conditions précisées ci-avant.

Les jonctions de sols minces de même nature, de même teinte ou non, ne recevront pas de couvre-joint, et de ce fait, l'ajustage du joint devra être soigneusement réalisé, et ce joint devra être disposé dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Dans le cas où des revêtements de sols collés seront à poser au droit des joints de dilatation, le présent lot devra les respecter lors de l'exécution des revêtements.

Pour l'exécution de ces joints, l'entrepreneur soumettra au maître d'œuvre avant le début des travaux, les dispositions qu'il compte prendre pour cette exécution.

Quelle que soit la solution adoptée, les joints devront être étanches aux eaux de lavage.

TOLERANCE DE PLANIMETRIE :

- 5 mm sous la règle de 2 m
- 1 mm sous la règle de 0,20 m

3.8. Réception du support suite au curage

Le présent lot devra réceptionner le support suite au curage réalisé par le lot 01. Cette réception devra être notifiée par un PV de réception entre les deux lots concernés.

Au cas de réserves émises par l'entreprise titulaire du présent lot, la levée des réserves sera effectuée par le lot 01 INSTALLATION DE CHANTIER – DEMOLITION sous 2 jours.

3.9. Prescriptions acoustiques

Le confort acoustique est une priorité sur ce projet.

L'entrepreneur aura une obligation de résultat sur cet aspect.

Il devra suivre les prescriptions de la notice acoustique en la fourniture des produits mais également en la pose du matériel.

La notice acoustique est jointe à la présent consultation.

L'entreprise devra remettre un procès-verbal d'essais acoustique en cours de validité pour approbation.

4. DESCRIPTION DES OUVRAGES

4.1. Préparation des sols - Ragréage

4.1.1. Ragréage

Réalisation du ragréage comprenant :

- la réception des supports existants.
- les nettoyages des supports comprenant grattages des supports pour enlèvements des colles, ponçages, dépoussiérages soignés et application d'un primaire d'accrochage. Le primaire désigné devra être parfaitement compatible avec l'enduit de lissage.
- gâchage mécanique et application d'une première passe tirée à zéro pour remplir les pores du support
- application finale du mortier autonivelant et réglage de l'épaisseur avec une lisseuse. L'épaisseur minimale étant de 3 mm.
- débullage à l'aide d'un rouleau débulleur une fois le niveau souhaité atteint
- toutes les sujétions nécessaires de mise en oeuvre conformément aux prescriptions techniques du fabricant, DTU et normes en vigueur.
- Comportement au feu : A1
- Classement UPEC : P4

Y compris, la réalisation de joints souples en périphérie de toutes les canalisations traversant le sol avant la mise en oeuvre du mortier.

Produits de référence : Planifibre ou équivalent.

Localisation :

Selon plans AME : sur toute la surface du plateau du R+1, hors locaux non concernés par le projet (sanitaires, local LT et cage d'escalier) et local technique du RDC

4.2. Sols souples

4.2.1. Sol moquette

Fourniture et pose d'un revêtement de sol textile d'aspect velours tufté bouclé texturé uni en dalles 50x50 cm :

- Classement : Usage professionnel trafic intense EN 1307 : 33
- Classement UPEC : U3 P3 E1 C1
- Efficacité acoustique aux bruits de chocs de Delta Lw = 20 dB minimum.
- Réaction au feu : Bfl-s1.
- Résistante à l'effilochage.

Mode de pose :

- Dalle de moquette auto-plombante
- Mise en oeuvre suivant l'avis technique et préconisations du fabricant.

PV d'essais acoustique en cours de validité à remettre pour approbation.

Echantillon à transmettre au MOA pour choix du coloris

Produits de référence : Tessera Cloudscape ou équivalent.

Localisation : Selon plan sols, notamment les espaces de bureaux.

4.2.2. Sol textile floqué

Fourniture et pose d'un revêtement de sol textile floqué imprimé classique d'aspect velours ras en dalles plombantes amovibles 50x50 cm :

- Classement UPEC : U3s P3 E1 C0
- Efficacité acoustique aux bruits de chocs de $DLw = 20\text{dB}$ minimum.
- Une absorption acoustique de $aw = 0,25$ (H).
- Réaction au feu : Bfl-s1.

De par sa composition et sa structure, doté d'un envers polyester recyclé aiguilleté, le produit devra être 100 % imperméable, 100 % imputrescible, lavable à l'eau et résistant aux agents tâchant et détergents.

Il bénéficiera impérativement d'une garantie de 10 ans.

Mode de pose :

- Pose poissée.
- Mise en œuvre suivant préconisations du fabricant et dans le respect du NF DTU 53.1.

En fonction de la classification UPEC des locaux du CSTB et de la nature du support l'Entreprise devra utiliser les méthodologies de mise en œuvre qu'implique le classement E.

PV d'essais acoustique en cours de validité à remettre pour approbation.

Echantillon à transmettre au MOA pour choix du coloris

Produits de référence : Flotex Acoustic Plus de chez FOBRO ou équivalent.

4.2.2.1. Sol textile floqué au R+1

Localisation :

Selon plan sols, notamment les espaces de circulations du R+1

4.2.2.2. Sol textile floqué dans le local technique du RDC

Localisation :

Selon plan sols, notamment le local technique du RDC

4.2.3. Sol PVC

Fourniture et pose d'un revêtement de sol vinyle hétérogène en format dalle :

- Classement U4 P3 E2/3 C2.
- Envers mousse de haute densité.
- Efficacité acoustique aux bruits de chocs de $\Delta Lw = 19\text{dB}$ minimum.
- Poinçonnement rémanent de 0,1 mm.
- Réaction au feu : Bfl-s1.
- Résistance au glissement : R10.
- 100% sans phtalate.
- Label émissions : A+.

Ce revêtement devra être résistant aux rayures et aux agents tâchant (type bétadine, éosine aqueuse, solution hydroalcoolique...).

Mode de pose :

- Pose libre suivant l'avis technique.

PV d'essais acoustique en cours de validité à remettre pour approbation.

Echantillon à transmettre au MOA pour choix du coloris

Produits de référence : Allura Decibel ou équivalent.

Localisation :

Selon plan sols, notamment l'espace de convivialité.

4.2.4. Plinthes bois

Fourniture et pose de plinthes droites, en médium à vernir de 70 x 10 mm, corroyé 4 parements, les angles rentrants et sortants seront prévus à coupes d'onglets.

Les plinthes devront être en affleurement avec le nu extérieur de la rainure des huisseries ou en léger retrait. En aucun cas, un rattrapage de niveau ne pourra être accepté en raccordement soit par chanfrein, soit par congé.

Finition : A peindre, à la charge du lot Peinture.

4.2.4.1. Plinthes bois du R+1

Localisation :

Selon Plan, au droit des sols souples du R+1

4.2.4.1. Plinthes bois du local technique du RDC

Nota : Présence de MCA dans les cloisons et les sols

L'entreprise aura en charge l'élaboration d'un mode opératoire SS4 qui sera à valider par le CSPS de l'opération et qui inclura toutes les prestations décrites dans l'annexe « CCCP 2025-028-886 - CPAM Rodez - Ensemble des Lots Travaux SS4 v.1 » jointe au marché.

Localisation :

Selon Plan, au droit des sols souples du local technique du RDC

4.2.5. Revêtement anti-dérapant sur rampe (LT RDC)

Fourniture et pose d'un revêtement caoutchouc antidérapant coloris noir à pastille épaisseur 3mm. (résistance au feu Cfl-S1)

La pose comprendra tous les éléments utiles à la bonne adhérence du revêtement y compris baguettes et profilés pour une finition soignée.

Localisation :

Selon plans AME : dans le local technique du RDC

4.3. Seuils - joints

4.3.1. Barre de seuil

Fourniture et pose de barre de seuil à chaque changement de la nature des sols.

Les barres de seuil seront en aluminium de longueur appropriée, profil semis bombé, fixation par vis en métal à tête fraisées de couleur identique aux couvre joints et chevilles.

- Compris découpes et toutes sujétions de pose.
- Finition : aluminium naturel anodisé mat.
- Largeur : 25 à 30 mm.

Produits de référence : de chez INTERFACE ou FABRO ou équivalent.

Localisation :

Selon plans AME, au droit des changements de nature de sols.

4.3.2. Couvre-joint de dilatation

Fourniture et pose de couvre-joint métallique, de type "à clipser" comprenant :

- un profil aluminium laqué en usine de largeur 70 mm minimum. La largeur du profil devra être adaptée à la largeur du joint de dilatation.
- des clips de fixation en acier inoxydable adaptés à l'ouverture du joint Mise en œuvre avec dispositif d'étanchéité :
- coulage du joint en produit souple adapté.
- interposition d'un joint compressible sous chaque rive.

Produits de référence : modèle plat de chez VEDA France ou équivalent.

Localisation :

Selon plans AME, au droit des JD au sols.

5. OPTION

5.1. Préparation des sols

5.1.1. Ragréage

Réalisation du ragréage comprenant :

- la réception des supports existants.
- les nettoyages des supports comprenant grattages des supports pour enlèvements des colles, ponçages, dépoussiérages soignés et application d'un primaire d'accrochage. Le primaire désigné devra être parfaitement compatible avec l'enduit de lissage.
- gâchage mécanique et application d'une première passe tirée à zéro pour remplir les pores du support
- application finale du mortier autonivelant et réglage de l'épaisseur avec une lisseuse. L'épaisseur minimale étant de 3 mm.
- débullage à l'aide d'un rouleau débulleur une fois le niveau souhaité atteint
- toutes les sujétions nécessaires de mise en oeuvre conformément aux prescriptions techniques du fabricant, DTU et normes en vigueur.
- Comportement au feu : A1
- Classement UPEC : P4

Y compris, la réalisation de joints souples en périphérie de toutes les canalisations traversant le sol avant la mise en oeuvre du mortier.

Produits de référence : Planifibre ou équivalent.

Localisation :

Selon plans AME : concerne le sanitaire.

5.2. Sols durs

5.2.1. Carrelage 60x60cm

Fourniture et pose de carrelage en grès cérame collé, comprenant :

- Nettoyage et préparation des supports (balayage, dépoussiérage, neutralisation des fonds...).
- Coupes, entailles, percements, découpes.
- Pose droite.
- Fractionnement suivant DTU 52.1.
- Pose au mortier colle agréé sur dalle surfacée, encollage suivant les prescription du fabricant.
- Jointoiement au mortier pour joints souples, couleur gris.
- Nettoyage.
- Protection en fin de travaux, compris enlèvement avant réception.

Les carrelages devront bénéficier de l'écolabel européen.

Les colles utilisées respecteront la classification EMICODE EC1, très faibles émissions de COV.

Caractéristiques techniques :

- Dimension : 60x60 cm

- Couleur : gris à faire valider par la Maitrise d'ouvrage/Maîtrise d'œuvre
- Propriétés antidérapantes : R10
- Classement U4 P3 E3 C2
- Épaisseur : 9 - 10 mm
- Joints : largeur 2 mm, couleur gris
- Composition et dosage des joints selon le DTU 52.1
- Calepinage au choix de Maitre d'œuvre
- Finition soignée : carrelage rectifié

Produits de référence : carrelage Full Body collection Fragmenta de chez ARIOSTEA ou équivalent.

Selon la prescription de la notice acoustique, la pose du carrelage sera précédée par une mise en œuvre d'une sous-couche acoustique :

- Efficacité acoustique $\Delta L_w \geq 19$ dB sur dalle béton de 140 mm
- Amélioration de l'indice d'affaiblissement acoustique $\Delta(R_w + C) \geq -2$ dB sur dalle béton de 140 mm

Mise en œuvre avec désolidarisation périphérique et désolidarisation des plinthes (pas de liaison rigide entre les carreaux/revêtement de sol et la structure béton/maçonnerie du bâtiment ou cloisons périphériques).

Produit possible : PRB Planiphone 19 de chez PRB ou équivalent

PV d'essai acoustique en cours de validité à remettre par l'entreprise pour approbation.

Localisation :

Selon plans AME ; sanitaire.

5.2.2. Plinthes

Fourniture et pose par collage de plinthes en grès cérame assorties aux carreaux grès cérame ci-avant.

Compris dressement éventuel des supports, alignement parfait aussi bien horizontal que rectiligne, coupes, découpes, chutes, façon d'angles...

Mise en œuvre avec désolidarisation périphérique et désolidarisation des plinthes (pas de liaison rigide entre les carreaux/revêtement de sol et la structure béton/maçonnerie du bâtiment ou cloisons périphériques).

Teintes : assorties au revêtement de sol.

Joints agréés par le CSTB.

Format : coordonné au carrelage de sol.

Finition soignée : carrelage rectifié

Produits de référence : Plinthes Full Body collection Fragmenta de chez ARIOSTEA ou équivalent.

Localisation :

selon plans AME, sanitaire.

5.2.3. Faïences 30x60cm

À définir plus précisément en phase DCE.

Fourniture et pose de carreaux format 30 x 60 cm, pose collée à l'aide d'un adhésif approprié aux supports. Joints traités au coulis de ciment blanc, 2 mm de largeur minimum compris toutes sujétions de découpes, percements pour passages des canalisations, La colle devra bénéficier d'un avis technique favorable du C.S.T.B. Avis technique à fournir au bureau de contrôle. La nature de la colle devra être compatible avec la nature des carreaux, celle du support et le

classement du local vis-à-vis de son exposition à l'eau. Traitements des angles saillants par baguettes d'angle en aluminium, teinte au choix de l'architecte

Compris mise en œuvre d'un système d'étanchéité liquide avant faïences.

Archétype :

- Carreaux de faïences, dimensions 30 x 60 cm.
- **Produits de référence** : Full Body collection Fragmenta de chez ARIOSTEA ou équivalent.
- Calepinage suivant détails architecte.
- Finition soignée : carrelage rectifié
- Baguette d'angle en aluminium, teinte au choix de l'architecte

Localisation :

Selon plan AME ; WC - hauteur de la porte, avec la découpe au droit du carrelage + lavabo - ht 60 cm x 2 rangés pour les sanitaires PMR du R+1.

6. LIMITES DE PRESTATION

6.1. LOT 01 Installation de chantier - Démolition

- Installation de base de vie et son entretien à la charge du présent lot pendant la totalité de la durée des travaux, y compris la mise à disposition de la benne et leur rotation, les clôtures et la signalétique du chantier.
- Isolement de la zone chantier pour chaque phase des travaux.
- Démolition des sols existants

6.2. LOT 02 Désamiantage

- Sans objet

6.3. LOT 03 Menuiserie extérieure

- Sans objet

6.4. LOT 04 Plâtrerie - cloison

- Les cloisons en plaque de plâtre seront posées avant la mise en œuvre des sols.

6.5. LOT 05 Menuiserie intérieure

- Le lot 06 posera les huisseries de portes à l'avancement des cloisons sèches.

6.6. LOT 06 Sol souple – sol dur

- Suite au curage des sols existants réalisé par le lot 01, le présent lot devra réceptionner le support avant de mettre en œuvre le ragréage
- Le présent lot aura à sa charge la préparation de son support pour pose de nouveau sol.
- Pose des plinthes en médium après la mise en peinture par le lot 07
- A la charge du présent lot la protection de ses ouvrages et cela pour toute la durée des travaux.

6.7. LOT 07 Peinture - Nettoyage

- La mise en peinture des cloisons et des ouvrages en plafonds sera réalisée avant la pose des sols.
- Mise en peinture des plinthes en médium avant leur pose par le lot 06

6.8. LOT 08 Faux-plafond

- Pose de claustras/habillages en bois après la mise en œuvre des joues et caisson en plaque de plâtre

6.9. LOT 09 CVC - Plomberie

- Sans objet

6.10. LOT 10 CFO - CFA

- Sans objet